

# ATELIER DE PHILOSOPHIE N°28

Quatorzième année - deuxième semestre 2010 2011 -

## DEMOCRATIE, IDEE ET REALITE.

Animé par Alain Lambert et Jean Marie Liegey, avec la participation de Béatrice, Denis, Florine, Gérard, Josette, Lionel, Mahault, Madeleine, Odile, Patrick, Roger, Yacoubou.

### 1ère séance: l'idée de démocratie depuis Platon.

Les textes proposés essayent de donner une idée des réflexions autour du concept de démocratie vécue (Platon, Tocqueville) ou pensée (Montesquieu, Rousseau). De la Grèce antique, où un aristocrate, Clisthène, décida pour sortir de la crise d'imposer à Athènes une constitution démocratique, non pour s'emparer du pouvoir mais pour le redistribuer, jusqu'au XIXe qui va voir naître la démocratie moderne.

Le pouvoir du peuple, mais quel pouvoir et quel peuple? Il faudra revenir à ces distinctions politiques et sociologiques au cours des séances.

Ainsi Platon, aristocrate dont l'âme immortelle a pu accéder à la contemplation du monde des Idées éternelles, n'y voit qu'un régime forcément corrompu par l'excès de liberté, et menant à l'anarchie puis à la tyrannie. Mais, pour autant, le régime idéal, le "despotisme éclairé" du philosophe roi, ne peut pas se réaliser de façon stable dans le monde sensible où tout naît et disparaît de façon cyclique. A la question actuelle de savoir si la démocratie a évolué et peut encore le faire, les révolutions présentes du monde arabe nous questionnent, particulièrement leurs engagements multiples et contradictoires, entre ceux qui aspirant à plus d'être, au sens de Erich Fromm (voir dans le journal n° 27 le CR de l'atelier précédent), assument une recherche de solution collective et lente, sur place, et ceux qui, aspirant à plus d'avoir, préfèrent profiter du relâchement à leur frontière, et risquer leur vie pour mieux la gagner en Europe.

D'où la question de l'égalité, dont Montesquieu a bien saisi le paradoxe: l'excès en moins ou en plus fragilise toute démocratie et risque de l'amener au despotisme. Mais il s'agit là d'une critique constructive en vue de penser un régime, la république démocratique (d'autres sont envisageables) où les lois puissent éviter les abus de pouvoir et la crainte qui en résulte pour les citoyens.

Égalité en droit, en fait? République, démocratie? Régis Debray a, en 1989, au moment du bicentenaire de la révolution et de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, tenté éclaircir ces distinctions.

Rousseau, lui, explique que la démocratie ne peut être qu'un Idéal. D'où le constat que sa mise en pratique reste toujours en chantier, en évolution, en construction (il a fallu 150 ans pour que la déclaration précitée acquière son sens plein, quand les mots homme et citoyen ont pris leur sens générique et non plus seulement masculin) et que ces acquis restent fragiles car ils peuvent se perdre si on ne les défend pas.

Tocqueville, dans un texte prophétique, dénonce bien les effets pervers de la démocratie comme servitude "douce" où le citoyen oublie ses devoirs au nom des droits au confort et au repli sur son espace privé. Il pointe aussi le problème de la majorité qui, si elle représente l'intérêt général, n'en est pas moins l'expression d'un intérêt particulier qui peut abuser de son pouvoir et tyranniser la minorité sans tenir compte des exigences de la justice au nom du genre humain, pour lui la référence universelle. Cette tyrannie de la majorité semble valoir aussi bien dans la démocratie directe quand il n'y a pas consensus, que dans la démocratie indirecte, où le peuple, après avoir élu des représentants, se laisse gouverner par eux sans pouvoir rien faire, sinon manifester.

D'où l'idée de démocratie participative/délibérative (à préciser) où les associations, représentant la société civile, pourraient être consultées à chaque nouvelle réforme pour éviter tout abus à cause de l'évolution imprévue des événements. Mais au nom de quoi ces représentants seraient-ils plus légitimes que d'autres?

### 2ème séance démocratie, république, oligarchie représentative.

Après la lecture du rapport de la 1ère séance, une discussion s'engage autour de la distinction opérée par REGIS DEBRAY entre Démocratie et République; (Patrick a disposé sur deux colonnes les

attributs respectifs des deux notions). On s'accorde volontiers sur l'importance que la République reconnaît à l'école dans la formation du libre jugement et de la citoyenneté, ainsi que sur la conclusion souhaitant pour la république française que démocratie et république soient complémentaires.

Toutefois, on peut contester la définition du démocrate comme «animal productif par essence», ce qui, a priori, le dépolitise et le voue à l'individualisme et au consumérisme. On peut aussi contester une opposition un peu rapide et confuse entre un régime, la république, et un principe, la démocratie. N'y a-t-il pas par ce biais une diabolisation de la démocratie, appelant en réponse une idéalisation de la république?

En cours de séance, on remarquera que la notion de peuple est elle-même traversée par cette ambivalence: on oscille entre une définition du peuple comme l'ensemble des citoyens actifs (idéalité politique) et une définition du peuple comme fraction défavorisée de la société (réalité sociologique).

Notre séance se poursuit par la lecture et le commentaire des textes de POPPER et de RANCIERE. Le texte de POPPER, inscrit dans la tradition du libéralisme anglo-saxon, plus politique qu'économique puisque POPPER pense que l'État peut et même doit intervenir pour réguler le marché, suscite l'adhésion de Lionel qui souligne que la référence popperienne aux traditions, et en particulier au cadre moral d'une société, introduit un élément de souplesse dans l'application des lois. Par ailleurs, Alain rappelle que POPPER est avant tout un épistémologue (philosophe des sciences) pour qui une théorie n'est valable scientifiquement que si elle est testable, donc réfutable. De même, un régime politique n'est démocrate que si on peut le contester, voire le renverser sans violence. Cela déplace la question de la démocratie: non pas qui doit gouverner, mais plutôt comment gouverner? Toutefois, on peut penser que la démocratie est tout autant - et peut-être d'abord - un pouvoir du peuple qu'un pouvoir qui s'exerce sur le peuple et que les deux questions en fait se complètent.

Le texte de RANCIERE s'inscrit dans une tout autre perspective. De fait, nos démocraties sont des oligarchies déguisées, parce que représentatives, qui composent avec la reconnaissance de la souveraineté populaire (puisque il y a des élections libres) et des libertés individuelles (puisque les individus sont protégés dans leurs droits fondamentaux). Le propos de RANCIERE dans «La haine de la Démocratie» - paru en 2005 - est résolument polémique: il s'attaque à ceux qui font du «mot démocratie un opérateur idéologique qui dépolitise les questions de la vie publique pour en faire des phénomènes de société, tout en déniaient les formes de domination qui structurent la société (interview récent de JACQUES RANCIERE) Pour faire court, on dira que l'oligarchie politique (pouvoir des élites et/ou d'une minorité de politiciens de profession) se combine avec l'oligarchie économique (pouvoir des détenteurs d'argent) pour vider la démocratie de sa substance populaire. On peut, certes, contester cette approche, mais non lui dénier le mérite de voir dans la démocratie non une institution figée, un acquis, mais un mouvement, un combat pour inventer une société plus juste.

La fin de la séance a permis à Yacoubou, jeune Nigérien nouveau venu à l'atelier, de parler de la constitution de son pays, calquée sur la notre, et à Denis, également nouveau venu, de faire part de son expérience politique et de son souhait d'inventer une pédagogie pour donner au citoyen l'envie de faire de la politique». En écho à une remarque de Yacoubou, déplorant le désintérêt pour la politique chez les jeunes, Denis plaide pour un «réenchâtement du politique».

Il semble que l'idée d'une éducation populaire telle que l'envisageait à la Libération le Conseil National de la Résistance (rappel de Gérard) aille encore et toujours dans ce sens.

### **3e séance : crise et dérive de la démocratie**

Le texte de Marcel Gauchet lu en début de séance apparaît un peu difficile d'accès car il aurait dû être lu avant, mais les premières lignes donnent la clé de la crise de la démocratie selon lui: le conflit entre la souveraineté du peuple et la souveraineté de l'individu, qui n'est pas celle du citoyen, mais celle de l'individu particulier visant ses intérêts égoïstes, et aussi celle de la personne qui, au nom de l'estime de soi (Ricoeur) vise ses intérêts légitimes (les droits de l'homme) et ne veut pas être réduite au seul citoyen abstrait qui définissait la liberté des anciens comme le rappelle Yacoubou. D'où conflit entre l'intérêt général commun et les intérêts singuliers qui se regroupent en communautés d'influences au nom de l'intérêt particulier présenté comme l'intérêt général. Cela

permet de comprendre comment on peut passer d'une crise des fondements selon Gauchet à une dérive de la démocratie, où le pouvoir, qui n'est plus la puissance publique reconnue au nom de l'intérêt général, sauf peut être en virtuel, par le spectacle et la coin, devient une oligarchie non représentative de la volonté générale essayant de répondre de manière impuissante aux intérêts individuels en s'appuyant sur certains "groupes" électoraux qui peuvent lui permettre de durer. .

D'où des lois qui oublient le caractère fondamental de l'égalité des citoyens devant elles (par exemple l'impôt devrait être le même pour tous, non pas la même somme mais la même proportion) puisqu'elles généralisent des intérêts particuliers (individus, groupes ou communautés) selon Lionel. D'où des aberrations quand la loi impose, raconte Gérard, à toutes les chambres d'un FJT d'être conformes au seul handicap moteur (avec comme seule solution de réduire l'espace de vie pour agrandir les espaces de toilettes) alors que quelques jeunes travailleurs résidents sont concernés par ce handicap (qui ne devrait donc imposer ces normes qu'à une proportion réaliste de chambres du foyer) L'exemple des jurés populaires en correctionnelle était sans doute intéressant mais pas assez approfondi pour éclairer notre discussion.

La référence par Josette au livre *Le monstre froid* de Raffaele Simone paru en septembre dernier nous amène à discuter l'idée que la nouvelle droite tente de privilégier en nous le seul consommateur qui revendique ses seuls droits subjectifs (comme si l'individu se construisait tout seul, hors contexte social) et non le citoyens qui revendique pour les droits objectifs. Cette dérive du pouvoir contribue à limiter dangereusement le processus d'individuation (voir Bernard Stiegler) qui nous permet de nous construire, chacun, parmi les autres, en tant que personne et citoyen, et non contre eux et l'intérêt commun.

Mais nous n'avions plus le temps de relire le texte de François Flahault, notre invité à la bibliothèque, le mois prochain, sur la question de comment retrouver le bien commun justement. \_

CR: AI et JMLjuin2011

### **Le philosophe François Flahault réfléchit sur le bien commun à la Bibliothèque d'Hérouville.**

Chargé de recherche au CNRS, François Flahault est l'auteur de plusieurs livres, dont le dernier: *Où est passé le bien commun*, est sorti cette année aux éditions Mille et une nuits. Invité par l'Atelier de Philosophie à la Bibliothèque vendredi soir, il a proposé à un public d'une quarantaine de personnes de réfléchir sur l'idée de bien commun. Il distingue cette notion de l'intérêt général propre au discours matérialiste et économiste actuel, non pour le remplacer mais pour le compléter. Et compléter aussi la notion de droits de l'homme, exclusivement individuelle, dont il montre la construction artificielle dans l'histoire de la philosophie. En effet, ces deux discours ne tiennent pas compte des avancées les plus récentes des sciences humaines (primatologie, paléo-anthropologie et psychologie du développement) qui montrent que l'homme, comme tous les animaux sociaux, ne peut exister complètement sans les autres. Le rôle de l'État n'est pas de permettre le bon fonctionnement économique, au détriment de la question sociale, limitée à cette seule fonction. Car "*le bien commun sert de base à la coexistence humaine qui permet l'épanouissement de l'existence de chacun. Il est bien sûr constitué des biens marchands qui contribuent à ce rôle, mais surtout de tous les biens collectifs matériels ou immatériels, en libre accès et de même qualité pour tous, qui permettent une existence vraiment humaine aux hommes (l'air, l'eau, le soleil, les livres, les services publics...)*". Et la suprématie du discours et de l'action économistes menacent de plus en plus de marchandiser ces biens et essentialise un peu plus le capitalisme sans permettre de le corriger. Il y a donc "*urgence à rééquilibrer les rapport de force entre économique et social, en arrêtant de penser clans le seul langage économique, pour revenir à une vraie distribution de la richesse.*" Un échange riche et fourni avec le public a clôt cette dernière \_

## **Peut-on parler d'un progrès de la pensée philosophique ?**

Ont participé à cet atelier: Denise, Maria, Dominique, Michel, Gilda, Jean-Pierre, Paul, Eliane, Claude, Michelle, Jacky, Emmanuel, Stéphanie. Atelier animé par Aune-Marie Sibireñ' et Efik Laloy.

### **1ère séance mars 2011.**

Les textes envoyés par Amie-Marie et Erik ont semble-t-il suscité chez quelques personnes une déception. Effectivement, nous (AM et E) n'avons pas eu de devoir interpréter la question retenue en AG : «<< Peut-on parler d'un progrès de la pensée philosophique ? » au sens abrupt de « Quoi de neuf en philosophie en ce débat de XXIe siècle ? ». Non que la question nous semble illégitime, au contraire, mais elle nous paraît réductrice. Une idée neuve n'est un progrès qu'à certaines conditions.

Il nous a donc paru nécessaire de parcourir les étapes suivantes : s'interroger sur la notion de progrès en philosophie (le séane), discuter 'autour d'exemples «de concepts quittant été 'un progrès pour la pensée et continuent à être éclairants (2e séane) et seulement ensuite examiner les textes d'un auteur contemporain, Hans Jonas en l'occurrence (3e séane).

Non sans réticence, un accord se dessine. en 'faveur de cette démarche.

l'idée d'un progrès en philosophie est problématique. Nous proposons, pour l'éclairer ; trois pôles de réflexion.

La philosophie comme recherche de la sagesse : les philosophes de l'Antiquité (Platon, Aristote, Les Stoïciens, les Épicuriens...) nous proposent des conceptions qui, comme le souligne P. Hadot, demeurent valides, valables pour notre temps, essentiellement comme thérapeutiques des passions (voire plans de prévention de toutes les addictions). Leur mise en pratique peut changer, mais leur pertinence demeure, ou même s'enrichit au fil des siècles. Ainsi, la distinction stoïcienne entre ce qui dépend de nous et ce qui n'en dépend pas est toujours valide, mais plus de choses dépendent maintenant de nous.

Hegel semble précisément justifier la demande dans laquelle s'inscrit cet atelier. Si « toute philosophie dépend de son époque et se trouve enfermée dans ses limites... une philosophie ancienne ne satisfait plus l'esprit »: elle continue d'être présente, mais elle n'est plus vivante.

Elle représente un degré particulier de l'évolution, intégré dans/surmonté par les suivants.

Mais cette thèse est moins transparente qu'il n'y paraît : on a certes raison de vouloir penser son temps, mais est-il sûr que les penseurs de notre temps, par là-même et sans exception, soient le mieux placés pour nous y aider ?

Les philosophies nous font accéder à des interprétations multiples du monde : c'est autour de cette thèse que l'on peut regrouper les penseurs du troisième pôle, dont Nietzsche et Bergson, chacun à sa manière, sont des exemples.

De même que, pour Proust, le style d'un artiste reflète la différence qualitative qui appartient à chacun dans la façon dont lui apparaît le monde, de même que la diversité des styles nous permet de multiplier les points de vue sur l'univers, de même chaque philosophie constitue pour Bergson une tentative pour exprimer une intuition unique, fondamentale. Autant de philosophies, autant d'intuitions, promesses de joie pour le lecteur qui accède à leur compréhension.

Le perspectivisme de Nietzsche nous introduit à l'idée que « le monde est redevenu pour nous infini (...), il contient une infinité d'interprétations ». Aucune n'est absolue ni universelle, mais l'erreur serait de croire que son caractère relatif entraîne sa non validité. Il faut en finir avec l'idée que seule une approche quantitative du réel nous le livre. Elle convient pour certains phénomènes, mais que vaudrait-elle, par exemple en musique ? La naïveté et la balourdise d'une telle conception sautent aux yeux.

Grâce au perspectivisme, la possibilité est donnée à ceux qui maîtrisent plusieurs approches (Lao Tseu ET Épicure, la Bible ET le Coran...) d'accéder à une interprétation plus complexe et plus riche du monde.

Le groupe s'interroge : en pointant les différences qualitatives entre les philosophies, cette thèse a interdit de penser leur diversité en termes de progrès. Ne rend-elle pas impossible leur comparaison ?

## 2e séance avril 2011

Après avoir récapitulé les moments et acquis de la 1ère séance, Anne-Marie énonce l'objet de la séance : chaque animateur a choisi un concept qui pour lui a constitué un progrès de la pensée philosophique. Outre le partage sur ces avancées, certaines pour eux, il s'agira de dégager à quelles conditions on peut dire d'une création conceptuelle qu'elle constitue un progrès en philosophie.

### 1 Distinction marxienne entre travail et force de travail

Si un des participants s'interroge sur l'actualité de l'analyse faite par Marx (le rôle de la spéculation, celui de la financiarisation ne remettent-ils pas en question cette approche?) une participante dit comment elle a vu en quoi cette distinction permet d'expliquer l'exploitation de l'homme par l'homme, le travail salarié étant à la source du mécanisme d'enrichissement. Une troisième personne demande des précisions sur la façon dont est calculée la valeur de la force de travail.

Aune-Marie précise les données du problème auquel Marx propose une solution : Le salaire étant considéré comme le prix du travail fourni par les salariés, comment expliquer l'enrichissement conjoint de l'employeur? Réponse de Marx : ce que vous vendez c'est votre force de travail. Le salaire n'équivaut pas au travail fourni, mais seulement à ce qui est nécessaire pour la reproduction de votre force de travail. Le produit d'une partie de votre travail (le surtravail) est appropriée par l'employeur qu'il enrichit. La distinction inventée par Marx est à comparer avec celle d'un Copernic concernant le mouvement des planètes : elle explique rationnellement avec simplicité des phénomènes 'dont on proposait des interprétations compliquées non satisfaisantes.

Deux-participants contestent avec vigueur l'analyse de Marx dont ils pensent quelle relève plus de l'idéologie que d'une démarche scientifique, une idéologie ayant fourni aux ouvriers des arguments pour lutter contre les patrons (1). S'ensuit un débat passionné où sont mis en question le calcul proposé par Marx de la valeur du salaire, de façon plus générale les éléments permettant de calculer la valeur des marchandises, les analyses de gauche et de droite... Ceci même si tout le monde est d'accord pour reconnaître l'injustice du salaire des ouvriers à l'époque de Marx, le droit des ouvriers y compris aujourd'hui à bénéficier davantage des profits réalisés... Le peu de temps restant interdit à Aune-Marie d'expliquer, à partir d'une équation déjà mise en évidence par Aristote, la pertinence et l'actualité de l'analyse marxienne.

1) Voir les envois de Jean Pierre reçus par internet deux jours plus tard et réécrits en fin de CR.

### 2 Notion d'inconscient dynamique freudien.

C'est a nouveau par une contestation que l'examen s'ouvre : pour certains le concept d'inconscient freudien est devenu partie intégrante -de notre pensée sans qu'il y ait lieu d'y revenir. Pour d'autres, déjà les tragiques grecs travaillaient sur l'inconscient et la nécessité de la catharsis...

Erik s'efforce de montrer la nouveauté de la démarche freudienne qui, partant d'un phénomène constaté : la "résistance", met en évidence qu'au cœur du psychisme il y a contradiction entre des désirs (par exemple désir de supprimer le père et désir d'en être aimé), ce qui entraîne des conflits psychiques à résoudre, tout particulièrement par le refoulement des désirs inacceptables, ce qui engendre du psychisme inconscient, les désirs refoulés ne cessant pas d'exister mais se manifestant par des substituts, selon des règles dont Freud a commencé l'élucidation (notion de processus primaire).

Avec Freud on passe à une approche dialectique du fonctionnement psychique de l'être humain, ce qui, comme en histoire, donne une compréhension beaucoup plus profonde et complexe des phénomènes propres à l'homme. A partir de l'effort d'élucidation théorique de Freud se trouvent rapprochés des phénomènes aussi différents en apparence que les rêves, les symptômes, les classifications totémiques, la création artistique, la publicité, le langage des fous...

La notion d'inconscient dynamique freudien qui permet de comprendre tant de phénomènes différents et d'approfondir la compréhension de ce qui est humain est un exemple type de ce qui peut être considéré comme un progrès conceptuel en philosophie.

### 3e séance mai 2011 -

Hans Jonas est un philosophe du XXe siècle dont les écrits nous (AM et E) semblent incarner *un progrès de la pensée philosophique* : il prend en compte des phénomènes nouveaux dans l'histoire de l'humanité, tente de les rendre intelligibles et montre quelles dimensions nouvelles de l'agir

humain ils rendent nécessaires. Avant toute analyse, Erik souligne l'intérêt précoce - proche de l'adhésion - que HJ porta à la gnose, ce mouvement spirituel de l'Antiquité tardive que l'on retrouve dans les monothéismes, et pour lequel une connaissance mystique permet d'appréhender le divin de manière intime, de faire corps avec lui.

Nous abordons successivement, à travers les textes envoyés, les deux volets de sa pensée :

- Le Principe Responsabilité, une éthique pour la civilisation technologique (1979). Naguère engendrée par la nécessité, la technique semble désormais, comme domination maximale sur la nature et sur l'homme lui-même, échapper à tout contrôle, n'obéit plus qu'à sa propre logique.

L'homo faber, tel serait dorénavant la vocation et le destin de l'homo sapiens.

L'éthique est des lors à repenser. L'impératif kantien s'adressait à l'individu et son critère était instantané. Le nouvel impératif, formulé de plusieurs manières par HJ (« Ne compromets pas les conditions pour la survie indéfinie de l'humanité sur terre » etc...) est fondé sur le principe de la responsabilité à l'égard de tout ce qui est vulnérable. Il implique que nous n'avons pas le droit de risquer la non existence d'une humanité future, que nous devons lui garantir une survie possible, une vie authentiquement humaine et d'abord, une naissance. Il implique aussi des obligations envers la nature, dont l'appel muet pour son intégrité nous conduit loin de la limitation anthropocentrique de toute éthique du passé. Mais le fondement de cette éthique ne peut être que métaphysique, il a statut d'axiome. ,

- Le concept de Dieu après Auschwitz (1984). Ce nouveau concept a une base théorique/logique et une base historique.

D'une part HJ analyse comme un non sens, une contradiction dans les tenues, la notion de toute-puissance, d'une puissance qui ne serait limitée par rien. D'autre part, les traitements inhumains que des hommes peuvent infliger à d'autres hommes étaient, certes, connus avant la deuxième guerre mondiale, mais la solution finale a effectué dans ce domaine, par son ampleur, la cruauté et l'insensibilité des bourreaux, un saut qualitatif. *Quel est ce Dieu qui a pu laisser faire ?* Il est désormais impossible de lui reconnaître en même temps ses trois attributs traditionnels : bonté absolue, puissance absolue, intelligibilité. Selon HJ, 'le 1e et le 3e 1118 sauraient lui être déniés. Dieu s'est tu toutes ces années parce qu'il ne pouvait pas intervenir : il n'a aucun pouvoir sur le cours des choses de ce monde.

Dans la discussion, ces deux volets sont nettement dissociés : comme l'a fait Jean-Pierre B. dans le texte qu'il nous a fait parvenir, les participants, en général, acceptent la réflexion écologique et éthique et rejettent l'analyse théologique :

- Pourquoi mettre en question la toute-puissance de Dieu plutôt que sa bonté ou son intelligibilité ? Pourquoi d'ailleurs ne pas remettre en cause son existence et opter pour une conception matérialiste du monde ?

En revanche, le nouvel impératif ne soulève guère d'objections. Seule l'idée d'une nature qui, bien que privée de conscience, serait non seulement objet de droit, mais aussi sujet de droits et même d'une éthique, semble étrange à plusieurs: n'est-ce pas la l'amorce d'un intégrisme écologique, où l'homme disparaît comme sujet prioritaire ?

- La question du lien entre les deux volets reste en suspens 1 si le fondement du nouvel impératif est métaphysique, que devient celui-ci si on nie ce fondement' ? (A.M.S. et EL).

### **Les notions de «force de travail » et de « profit» chez Marx : un contre exemple du progrès en philosophie ?** (réécriture par Jean Pierre de son envoi internet de mai 2011 notifié dans le CR)

Pour Marx, l'ouvrier vend, non pas son travail, mais sa «force de travail >> (fdt). La valeur de cette fdt étant égale à la valeur des biens et services nécessaires à sa reproduction. Ainsi, une partie seulement du travail est payée, l'autre partie reste «impayée»: c'est la «plus value» ou le« profit » que perçoit le capitaliste. Marx qualifie son analyse de « scientifique ». Or il me semble qu'elle n'a de scientifique que son apparence obscure. Elle n'a jamais fait consensus chez les économistes, elle est même contestée par certains marxistes (voir l'article de Pierre Khalfa sur Daniel ben Saïd et Castoriadis du 3 oct. 2009) et elle a été contredite par l'évolution du capitalisme dans la mesure où malgré les gains de productivité les salaires n'ont pas baissé.

Oui, les salaires payés aux ouvriers n'ont souvent pas dépassé ce qui était nécessaire pour assurer la reproduction de leur fdt ; oui, les bénéfices des entreprises ont souvent été accaparés en totalité par les capitalistes ; oui, les systèmes capitalistes freinent souvent toute mobilité sociale par la

transmission du capital ; oui, tout cela est injuste et n'est pas une nécessité fatale ; mais la dénonciation idéologique d'une injustice n'a rien à voir avec la science ; on ne peut démontrer que les ouvriers ne reçoivent pas tout le salaire qui leur est dû.

En fait, il me semble que l'ouvrier vend bien, non pas sa force de travail, mais son travail effectif au sens de capacité de production et de production. De même, le capitaliste paye une production plus ou moins qualifiée. Non philanthrope, il ne se soucie guère de faire coïncider le salaire avec la valeur de reproduction de la fdt. Les salaires sont fixés en fonction des lois du marché, tempérées par les luttes sociales et les réglementations étatiques. L'abondance ou la rareté de la main d'œuvre, ainsi que sa qualification sont des critères déterminants. C'est pourquoi en période de chômage le salaire peut ne pas même correspondre à la reproduction de la force de travail. il est ainsi des usines anglaises du 19eme siècle : manque de nourriture, de sommeil, de soins, etc. Le capitalisme anglais tuait ses ouvriers. Inversement, les capitalistes peuvent céder une part de leur profit à un salarié dont la qualification est rare et nécessaire.

Par ailleurs l'analyse de Marx paraît reposer sur l'idée que tout le profit devrait revenir aux ouvriers sans rémunération du capital. Il n'est jamais question de partage équitable des bénéfices entre salariat et capital. On connaît l'alternative : soit une économie de marché avec une rémunération du capital (sinon pas d'investissement et pas de travail) soit une économie dirigée ayant aboli le capital privé (c'est l'impasse économique des pays de l'est au 20eme siècle).

Ainsi que l'écrit Pierre Khalfa dans l'article précité « une chose est de dire que le capitalisme est basé sur l'exploitation de la force de travail(...) une autre chose est de construire un système fermé à partir de catégories dont le rapport au réel ne peut en aucune façon être démontré». Dans ce contexte, l'analyse de Marx est dangereuse dans la mesure où elle se présente comme « vérité scientifique». Il n'y a plus alors de place pour le doute, le débat ou la démocratie. Cette «vérité scientifique » ouvre la voie aux dérives autoritaires. Dans cette mesure, l'analyse de Marx est un contre exemple du progrès en philosophie. Un concept nouveau peut aussi induire une impasse historique pire que le passé.

Jean Pierre Blin 10 09 2011